

Audience publique du 23 mars 2011

Recours formé par
les époux ... et ..., ...
contre une décision implicite du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 27128 du rôle et déposée le 26 juillet 2010 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., et de son épouse Madame ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision implicite de refus du directeur de l'administration des Contributions directes résultant du silence gardé par ce dernier à la suite d'une réclamation introduite par les époux ...-... en date du 26 janvier 2010 contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 7 décembre 2010 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2011 par Maître Jean-Marie Bauler au nom des demandeurs ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 10 février 2011 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Jonathan Holler, en remplacement de Maître Jean-Marie Bauler, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives.

Le 28 octobre 2009, le bureau d'imposition Dudelage de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes émit à l'égard de Monsieur ... et de son épouse Madame ..., imposés collectivement, le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2008.

Par une lettre de leur mandataire du 26 janvier 2010, les époux ...-... firent introduire une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé « le directeur », à l'encontre du prédit bulletin d'impôt.

N'ayant pas reçu de réponse quant à leur réclamation, les époux ...-... ont fait introduire, par requête déposée le 26 juillet 2010 au greffe du tribunal administratif, un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision implicite de refus du directeur résultant du silence gardé à la suite de la prédite réclamation.

Avant même de procéder à l'examen de la recevabilité du recours, le tribunal est en premier lieu appelé à examiner la question de l'admissibilité du mémoire en réplique déposé le 10 janvier 2011, telle que soulevée par le délégué du gouvernement dans son mémoire en duplique, au motif que celui-ci n'aurait pas été déposé dans le délai légal. A l'appui de son moyen, le délégué du gouvernement s'est basé sur l'article 3 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives aux termes duquel seule la date du dépôt au greffe devrait être prise en considération et non pas la date de la communication à l'autre partie pour conclure que compte tenu de la date du dépôt du mémoire en réponse le 7 décembre 2010, le dernier jour utile pour déposer le mémoire en réplique aurait été le 7 janvier 2011.

Il échet tout d'abord de constater que selon l'article 5 (5) de la loi du 21 juin 1999, précitée, « *le demandeur peut fournir une réplique dans le mois de la communication de la réponse (...)* ».

Il résulte de l'article 8 (3) de la même loi que « *les mémoires présentés par le délégué du Gouvernement sont déposés au greffe dans les délais prévus à l'article 5 et communiqués aux parties par le greffier* ».

Enfin, l'article 3 de la loi du 21 juin 1999 dispose que « *au regard des délais de procédure, seule la date du dépôt au greffe est prise en considération* ».

L'article 1258 du Nouveau Code de procédure civile dispose en outre que lorsqu'un délai est exprimé en mois, il expire le jour du dernier mois qui porte le même quantième que le jour de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la signification qui fait courir le délai.

En l'espèce, force est de constater que le mémoire en réponse de l'Etat a été déposé au greffe du tribunal administratif le 7 décembre 2010 et transmis en copie par le greffe au mandataire des demandeurs, en leur domicile élu, le même jour, conformément aux dispositions de l'article 8 (3) précité.

Contrairement à ce que soutient la partie défenderesse, il n'y a pas lieu de faire application en l'espèce de l'article 3 de la loi précitée du 21 juin 1999.

En effet, il résulte de l'articulation de la loi du 21 juin 1999 que pour la détermination du délai de fourniture du mémoire en réplique, l'article 3 est inopérant. D'une part, les dispositions de l'article 5 (5) se suffisent à elles mêmes en ce qu'elles disposent que le mémoire en réplique est à fournir « *dans le mois de la communication de la réponse* ». D'autre part, l'article 3 est à lire en combinaison avec les dispositions de l'article 2 de la même loi qui le précède et prévoyant que la requête introductive est à déposer au greffe du tribunal administratif, ensemble les modalités afférentes, en ce sens que concernant ce dépôt au greffe c'est la seule date de dépôt qui est à prendre en considération, au regard précisément des « *délais de procédure* » pour savoir plus particulièrement concernant la saisine du tribunal, si le demandeur a procédé dans les délais prévus par la loi, abstraction faite de la date

de la signification ou de la communication de sa requête introductive d'instance à la partie défenderesse ainsi que, le cas échéant, aux parties tierces intéressées.

Cette analyse n'est pas énervée par le jugement du 20 février 2006 du tribunal administratif que la partie défenderesse a invoqué à l'appui de son moyen, étant donné que ce jugement a été réformé sur ce point par un arrêt de la Cour administrative du 18 mai 2006 (n° 21112C du rôle, disponible sur [www. etat.ja.lu](http://www.etat.ja.lu)).

Le délai de fourniture du mémoire en réplique étant régi par les seules dispositions de l'article 5 (5) de la loi du 21 juin 1999, à l'exclusion de celles de son article 3, c'est dans le mois de la communication de la réponse de la partie étatique que pareil mémoire était à fournir en l'espèce.

Le point de départ du délai pour fournir le mémoire en réplique étant la communication de la réponse à la partie demanderesse, c'est à partir de la réception du mémoire en réponse par cette dernière que court le délai de fourniture de la réplique.

Il ressort des éléments du dossier que le mémoire en réponse étatique, déposé le mardi 7 décembre 2010 et notifié le même jour par la voie du greffe aux demandeurs, a été réceptionné par ces derniers au plus tôt le lendemain, le mercredi 8 décembre 2010, le jour même auquel leur mandataire affirme l'avoir réceptionné, en sorte que la date de la communication de la réponse se situe audit 8 décembre 2010, entraînant que le mémoire en réplique pouvait être fourni jusqu'au 10 janvier 2011, le 8 janvier 2011 étant un samedi.

Le mémoire en réplique ayant été déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2011, le délai légal d'un mois, tel que prévu par l'article 5 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999, se trouve en l'espèce respecté.

Le moyen du délégué du gouvernement tiré du dépôt tardif du mémoire en réplique est partant à rejeter.

Le délégué du gouvernement conclut ensuite à l'irrecevabilité du recours dans la mesure où il est dirigé contre une prétendue décision implicite de refus du directeur résultant du silence gardé par ce dernier à la suite de l'introduction de la réclamation par les époux ...-... et non pas directement contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2008, tel que cela serait prescrit par l'article 8 (3) 3. de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Lors des plaidoiries à l'audience, le tribunal a encore soulevé d'office la question de la recevabilité du recours au vu du délai de six mois entre l'introduction de la réclamation et le dépôt d'un recours devant le tribunal administratif, tel que prévu par l'article 8 (3) 3. de la loi précitée du 7 novembre 1996, le mandataire des demandeurs s'étant en substance rapporté à la sagesse du tribunal à cet égard.

Aux termes de l'article 8 (3) 3. de la loi précitée du 7 novembre 1996, « *lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts ou une demande en application du § 131 de cette loi a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande, le réclamant ou le requérant peuvent considérer la réclamation ou la demande comme rejetées et interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une*

demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas le délai prévu au point 4, ci-après ne court pas ».

Il résulte de cette disposition que le contribuable dont la réclamation n'a pas fait l'objet d'une décision définitive du directeur dans un délai de six mois a le droit de déférer directement au tribunal le bulletin qui a fait l'objet de la réclamation, étant entendu que, s'agissant d'une condition de recevabilité, l'observation de ce délai de six mois, qui court à partir de l'introduction de la réclamation contre le bulletin, s'apprécie au jour de l'introduction du recours. Si le délai de six mois n'est pas encore révolu, le recours est à déclarer irrecevable pour avoir été introduit prématurément (cf. trib. adm. 21 mars 2002, n° 12843 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Impôts, n° 659).

En l'espèce, il est constant que la réclamation datée du 26 janvier 2010 a été envoyée par lettre recommandée à la poste, de sorte qu'elle a été réceptionnée au plus tôt le lendemain, soit le 27 janvier 2010, ce qui est encore confirmé par les pièces du dossier fiscal et notamment par une lettre de la division contentieux de la direction de l'administration des Contributions directes du 27 janvier 2010 transmettant une copie de la réclamation au bureau d'imposition pour information.

Le délai précité de six mois, qui court à partir de l'introduction de la réclamation introduite contre le prédit bulletin d'impôt, a partant commencé à courir le mercredi 27 janvier 2010 pour expirer le mardi 27 juillet 2010.

Le recours ayant été introduit au greffe du tribunal administratif le 26 juillet 2010, soit moins de six mois après la réclamation précitée, il doit être déclaré irrecevable pour avoir été introduit prématurément.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Annick Braun, juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique du 23 mars 2011 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 23.03.2011

Le Greffier du Tribunal administratif